

"Le Plan Werner - (4) Le cercle vicieux des préalables a-t-il été rompu?" dans Europe
(22 octobre 1970)

Légende: Dans son éditorial du 22 octobre 1970, Emanuele Gazzo, rédacteur en chef de l'agence Europe, pointe la nécessité d'une Europe politique forte pour assurer la mise en œuvre du plan Werner sur l'Union économique et monétaire.

Source: Europe. Agence internationale d'information pour la presse. dir. de publ. RICCARDI, Lodovico ; Réd. Chef GAZZO, Emanuele. 22.10.1970, n° 671. Bruxelles.

Copyright: (c) Agence Europe S.A.

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"le_plan_werner_4_le_cercle_vicieux_des_prealables_a_t_il_ete_rompu_"_dans_europe_22_octobre_1970-fr-7bbb4da7-1b84-415f-9b89-0c7297b9729a.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 05/11/2012

Le Plan Werner - (4) Le cercle vicieux des préalables a-t-il été rompu?

L'information selon laquelle M. Vendroux juge "inacceptable" le "programme Werner", confirme que nous n'avions pas tort en prévoyant que certains auraient pris prétexte des suggestions de nature institutionnelle contenues dans le Rapport (et qu'en tout état de cause ne se réaliseraient que dans la phase finale, après avoir été discutées et décidées entre les Six, ou plus probablement les Dix) pour accuser les auteurs d'avoir voulu créer "un super-pouvoir fédéral". M. Vendroux arrive jusqu'à proposer que l'on ne prenne même pas en considération le Rapport en cause.

Nous avons souligné que la globalité caractérise le Rapport Werner. L'union économique et monétaire était déjà l'objectif ultime, plus ou moins explicité, du Plan Barre du 12 février 1969. Elle a été reconnue comme étant un objectif prioritaire par le Sommet de La Haye. Le Rapport Werner a pris la suite du Plan Barre réussissant à "briser le cercle vicieux des préalables politiques et économiques", comme l'a dit M. Werner lui-même, et pour "montrer une voie, prudente et progressive, de l'évolution vers un état de choses qui facilitera énormément la réalisation de la plénitude des objectifs des Traités existants". Pour pouvoir être accepté par tous les partenaires, le Rapport Werner devait tenir compte des différentes conceptions, des différents points de vue et des différentes situations objectives. Citons à nouveau M. Werner (discours prononcé à Paris le 16 octobre): "Deux conceptions s'opposent nécessairement, celle qui place l'union monétaire à la fin de l'intégration comme son couronnement; l'autre qui la considère comme moteur de cette même intégration. Après avoir fait le tour de la question, mon groupe s'est arrêté à une ligne médiane qu'indique déjà la notion d'étapes et de progression et que confirme le parallélisme entre le développement économique et la coopération monétaire sur lesquels s'aligne à partir d'un stade plus avancé la coopération politique". Les délégations de pouvoir qui en résultent ne sont pas différentes de celles que la Communauté connaît déjà dans d'autres domaines. Il ne s'agit donc pas d'une question de doctrine mais d'une question de moyens.

Les gouvernements qui doivent maintenant examiner ce document et en tirer les conséquences sous forme de décisions prises dans le cadre communautaire ont une tâche difficile. Ils doivent en premier lieu être conscients du fait que les décisions de La Haye formaient un tout, et que leur équilibre serait compromis si l'on devait renoncer à aller de l'avant dans ce qu'il y a de plus important au chapitre du renforcement de la Communauté. Le délai pour l'établissement d'un plan par étapes est indiqué en toutes lettres dans le communiqué de La Haye. En deuxième lieu, ils ne pourront pas se soustraire à la définition des objectifs à long terme de ce plan, du contenu de la première étape, et des instruments à mettre sur pied.

Mais la conclusion, ayant un caractère plus général, que doivent en tirer les forces qui poussent vers la construction d'une Europe cohérente est qu'il faut multiplier les efforts pour accélérer la construction d'une Europe politique, qui ne surgira pas de l'Europe de la monnaie comme elle n'est pas sortie de l'Europe agricole ou de l'Europe des entreprises multi-nationales. C'est l'Europe politique qui permettra, en dernier ressort, l'accomplissement harmonieux de la construction européenne dans tous les domaines.

FIN.